

DÉPARTEMENT DU DOUBS

ARRONDISSEMENT
de BESANÇON

OBJET :

**SEM EnR : PRISE DE
PARTICIPATION AU CAPITAL DE
LA SAS THERVAY ÉNERGIE
VERTE**

Délibération n° **2025/11**

MEMBRES :

En exercice : **40**

Présents : **24**

Représentés : **4**

Présents et représentés ayant pris
part à la délibération : **28**

Absents excusés : **15**

Absents : **4**

RÉSULTAT DU VOTE :

Pour : **28**

Contre : **0**

Abstention : **0**

DATE DE LA CONVOCATION :

21 mars 2025

NOTA :

Cette délibération sera publiée en
avril 2025 sur www.syded.fr.

SYDED

(Syndicat mixte d'énergies du Doubs)

33 rue Clément Marot

25000 BESANÇON



EXTRAIT

du registre des délibérations du comité syndical

Séance du 28 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq,

Le 28 mars à 17 heures 30

Le comité syndical du SYDED s'est réuni au SYDED, 33 rue Clément Marot, à Besançon, après convocation légale, sous la présidence de Patrick CORNE, Président.

Secrétaire de séance : Daniel GRANJON.

Étaient présents : Christophe **ANDRÉ**, Émile **BOURGEOIS** (*pouvoir de Henri BERMOND*), Patrick **CORNE** (*pouvoir de Yves GAMELON, ne prend pas part au vote des délibérations 4, 5, 6 et 7*), Claude **COURVOISIER**, François **CUCHEROUSET** (*à compter de la délibération 3*), Lorine **GAGLIOLO** (*à compter de la délibération 3*), Daniel **GRANJON** (*pouvoir de Magali DUVERNOIS*), Jean-Marc **GROSJEAN** (*suppléant de Daniel DEFASNE*), Denis **JACQUIN** (*suppléant de Jean-Michel CAYUÉLA*), Michel **LAURENT**, Roland **MARTIN**, Christian **METHOT** (*suppléant de Carole THOUESNY*), Yves **MOUGIN**, Anthony **NAPPEZ**, Benoît **PARENT**, Laurent **PETIT**, Yannick **POUJET**, Franck **RACLOT**, Jean-Marie **SAILLARD**, Marc **TIROLE** (*ne prend pas part au vote de la délibération 3*), Olivier **TRAVERSIER** (*pouvoir de Jacques DEMANGEON*), Pierre **VAUFREY**, Ghislaine **VUILLIER**, Marie **ZÉHAF** (*à compter de la délibération 3*).

Étaient excusés : Henri **BERMOND** (*pouvoir à Émile BOURGEOIS*), Frédéric **CARTIER**, Jean-Michel **CAYUÉLA** (*suppléé par Denis JACQUIN*), Charlène **CERUTTI**, Daniel **DEFASNE** (*suppléé par Jean-Marc GROSJEAN*), Jacques **DEMANGEON** (*pouvoir à Olivier TRAVERSIER*), André-Marie **DEPOUTOT**, Pascal **DUCRET**, Magali **DUVERNOIS** (*pouvoir à Daniel GRANJON*), Yves **GAMELON** (*pouvoir à Patrick CORNE*), Maurice **GROSSET**, Yves **GUYEN**, Jean-Emmanuel **LAFARGE**, Évelyne **MERCIER**, Carole **THOUESNY** (*suppléée par Christian METHOT*).

Étaient absents : Laurent **CROIZIER**, Ludovic **FAGAUT**, Aymeric **MAIRE**, Didier **PAINEAU**.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Dans le cadre de ses activités, la SEM EnR Citoyenne, dont le SYDED est actionnaire, est chargée de réaliser des projets d'aménagement et d'exploitation de moyens de production et de distribution utilisant les énergies renouvelables.

La SEM EnR Citoyenne, GEG ENeR et la Commune de THERVAY (Jura), se sont associées pour développer un projet de centrale photovoltaïque au sol sur un site sans vocation agricole ou forestière appartenant à la Commune de THERVAY.

Ce projet nécessite de créer une société dédiée afin de déposer le permis de construire, de valoriser la vente de l'électricité, puis d'obtenir le financement en vue de la construction et de l'exploitation du parc photovoltaïque. Le partenariat mis en place prévoit la constitution d'une société de type SAS dotée d'un capital de 1 000 €, dans laquelle la SEM EnR Citoyenne détiendrait 42,5 %, GEG ENeR 42,5 % et la Commune de THERVAY 15 %.

La puissance visée est de l'ordre de 5 MWc pour un investissement prévisionnel de 5 M€. La production annuelle est estimée à 6 000 MWh/an. Dès lors qu'elle sera créée, la société de projet déposera le dossier de demande de Permis de Construire.

Le prix du MWh résultera de l'appel d'offres organisé par la Commission de Régulation de l'Énergie. Le projet présente un TRI actionnaire sur 20 ans qui se situe à environ 4 %. Cette rentabilité est considérée suffisante pour la poursuite du développement du projet par la SEM EnR Citoyenne, GEG ENeR et la Commune de THERVAY.

► **Données financières et économiques du projet**

- Apport de la SEM EnR Citoyenne au capital de la SAS : 425 € ;
- Compte courant d'associés estimés à ce jour pour la SEM EnR Citoyenne : 281 000 € ;
- Montant des fonds propres estimés : 425 000 € ;
- Montant emprunté : 4 000 000 €.

► **Principales conditions des statuts de la Société** (cf annexe)

- Objet de la SAS : l'étude, le financement, le développement, la construction, l'exploitation et la maintenance d'une centrale solaire photovoltaïque et de ses équipements annexes, sur la commune de Thervay, comprenant la production et la vente d'énergie ;
- Organes de gouvernance de la SPV
 - ✓ Un président de la SAS ;
 - ✓ Un directeur général ;
 - ✓ Une assemblée générale ;
 - ✓ Un comité de Direction.
- Principes généraux applicables aux transferts de titres : inaliénabilité, agrément, droit de préemption, droit de sortie conjointe proportionnel, droit de sortie conjointe total...

Il appartient au SYDED, de donner son accord en vertu de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que « Toute prise de participation directe d'une SEML dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord express de la ou les collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration ».

Le comité syndical, après avoir entendu l'exposé du Président Patrick CORNE, et en avoir délibéré, décide à l'unanimité des présents et représentés ayant pris part à la délibération :

- ***D'autoriser la SEM Énergies Renouvelables Citoyenne à prendre des participations à hauteur de de 42,5 % du capital de cette SAS pour un montant de 425 € et de donner mandat aux représentants du SYDED au Conseil d'Administration de la SEM EnR Citoyenne pour voter favorablement en faveur de la prise de participation de la SEM EnR Citoyenne ;***
- ***D'autoriser les représentants du SYDED à voter favorablement pour la prise de participation de la SEM EnR Citoyenne lors de son prochain Conseil d'Administration.***

Fait et délibéré en séance, les jour, mois, an susdits.

Pour extrait conforme
Le Président du SYDED,
Patrick CORNE

THERVAY ÉNERGIE VERTE
Société par actions simplifiée au capital de 1000 €
Siège social : [●] - 39000 Lons-Le-Saunier
Société en cours d'immatriculation au RCS de Lons-Le-Saunier
(la « **Société** »)

STATUTS

LES SOUSSIGNÉES

- **La société SEM EnR Citoyenne**, société Anonyme d'Economie Mixte Locale à capital variable ayant son siège social au 1, rue Maurice Chevassu – 39000 Lons-le-Saunier, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lons-le-Saunier sous le numéro 825 240 781, représentée par son Directeur Général [●], dûment habilité à l'effet des présentes ;
- **La société GEG ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES**, société par actions simplifiée au capital de 599 462,25€, dont le siège social est sis au 17, rue de la Frise – 38000 Grenoble, immatriculée au registre du commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 378 201 800 (ci-après « **GEG ENeR** »), représentée par son Président, la société GEG SE, elle-même représentée par sa Directrice Générale Mme Christine GOCHARD dûment habilitée ;
- **La commune de THERVAY**, Collectivité territoriale, commune, situé sur le département du JURA identifiée sous le numéro Siren 213 905 284 représentée par Monsieur [●], déclarant être dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du conseil municipal du [●] ;

Ont décidé de constituer une Société par Actions Simplifiée et ont adopté les statuts établis ci-après.

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et à venir, et notamment les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de Commerce, par les présents statuts (les "**Statuts**") et un pacte d'associés (le « **Pacte** ») liant les Associés.

Les personnes physiques ou morales propriétaires d'actions émises par la Société ont la qualité d'associé (les "**Associés**" ou, individuellement, un "**Associé**").

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associé(s). En cas d'Associé unique (l'"**Associé Unique**"), les prérogatives revenant aux Associés aux termes des Statuts sont exercées par l'Associé Unique.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La Société a pour dénomination sociale :

THERVAY ÉNERGIE VERTE

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S », de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- L'étude, le financement, le développement, la construction, l'exploitation et la maintenance d'une centrale solaire photovoltaïque et de ses équipements annexes, sur la commune de Thervay, comprenant la production et la vente d'énergie ;

AR-Préfecture du Doubs

Acte certifié exécutoire

025-252508288-20250403-8-DE

Réception par le Préfet : 03-04-2025

Publication le : 03-04-2025

- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- La fourniture de prestations de services et assistance en matière administrative, comptable, financière, informatique, commerciale, technique ou de recherche ;
- Toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement ;
- Et plus généralement la participation à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social défini ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est situé :

[...] à Lons-le-Saunier (39300)

Il peut être transféré dans le même département par simple décision du Président.

Il peut être transféré partout ailleurs en France par décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique statuant dans les conditions de l'article 17.2.3 des statuts.

Lors d'un transfert de siège social, le Président est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

6.1 Apports

Les apports à la Société peuvent être effectués en nature ou en numéraire. La libération des apports en numéraire peut se faire soit par versement en espèces ou assimilés, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

Il a été apporté au capital de la Société lors de la constitution, une somme de 1 000 euros de la manière suivante :

Par la société SEM EnR Citoyenne, la somme de 425 euros
 Par la société GEG ENeR, la somme de 425 euros
 Par la commune de THERVAY, la somme de 150 euros

Soit au total la somme de mille Euros (1 000 euros), a été dès avant ce jour déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque [...], [adresse], ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

6.2 Capital social

Le capital social de la Société est de MILLE (1 000) euros divisé en MILLE (1 000) actions d'une valeur nominale de UN (1) euro chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, il pourra être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, par décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique.

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.

En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

En cas de pluralité d'associés, le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, par décision des associés, conformément à l'article 16.2.3 des présents statuts.

La collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « compte courants ». Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 - DROIT ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Toute action ordinaire donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans sa catégorie et ce dans les conditions prévues aux présents statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action ordinaire donne, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts, à un droit de vote et de représentation aux décisions des associés.

La location des actions est interdite.

ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

11.0 Définitions

Contrôle : a le sens qui lui est donné à l'article L 233.3 (I) et (II) du Code de commerce.

Titres : signifie, relativement à la Société :

- (a) les Actions et toutes autres valeurs mobilières ou parts sociales représentatives du capital de la Société et/ou conférant des droits de vote émises ou à émettre par la Société et susceptible de donner accès directement ou indirectement à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ;
- (b) les droits qui pourraient être détachés des différents titres listés en (a) et notamment les droits préférentiels de souscription ou d'attribution ;
- (c) les titres donnant ou pouvant donner accès, à terme, et/ou conférant ou pouvant conférer, immédiatement ou à terme, des droits de vote de la Société ;
- (d) toutes valeurs mobilières ou autres titres qui pourraient être issus des Actions, valeurs mobilières, parts, droits et autres titres visés aux (a) à (c) ci-dessus et ceux qui seraient substitués à la suite d'une opération d'échange, d'apport ou de fusion à laquelle la Société serait partie.

Transfert : désigne toute opération à titre onéreux ou gratuit, entre vifs ou à cause de mort (ou pour effet équivalent), ayant pour effet ou objet la mutation, le transfert, la vente ou la transmission de tout ou partie des Titres, y compris, mais sans que cette liste ne soit exhaustive (i) tout acte de disposition portant sur la totalité ou sur un démembrement de la propriété (comprenant notamment la jouissance, l'usufruit ou la nue-propriété des Titres en questions ; (ii) toute adjudication ordonnée par une juridiction compétente ; (iii) tout apport, fusion, scission, dissolution par confusion de patrimoine ; (iv) tout transfert ou abandon de droits préférentiels de souscription à l'occasion d'une augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, ou de transfert ou d'abandon à titre individuel à des droits préférentiels de souscription en faveur de personnes déterminées ; et, toute autre opération de cession, prêt, réalisation de gage, titrisation ou autre ayant pour effet ou objet d'opérer un tel Transfert de Titres.

Le verbe « **Transférer** » sera interprété en conséquence.

Transfert Libre : désigne tous les Transferts définis à l'article 11.1 des présents statuts.

11.1 Transferts Libres

Les Transferts Libres de Titres ne sont pas soumis à l'ensemble des restrictions aux Transferts de Titres prévues par les Articles 11.2 et 11.3 des statuts.

Sont considérés comme Transferts Libres :

- Les Transferts de Titres entre les Associés ;
- Les Transferts de Titres de la Société réalisés par un Associé au profit d'une Entité Contrôlée par lui, ou qui le Contrôle, ou qui est sous le Contrôle de la même Entité que lui, sous réserve que l'Associé concerné s'engage irrévocablement à racheter les Titres ainsi Transférés auprès de ladite Entité dans l'hypothèse où elle cesserait de remplir les conditions susvisées ;
- Les Transferts de Titres réalisés en exécution d'une promesse de cession ou d'achat consentie au titre du Pacte ;
- Les Transferts de Titres réalisés au profit de la Communauté de Communes Jura NORD ;
- Les Transferts dûment autorisés préalablement par écrit par l'ensemble des Associés.

Les Transferts de Titres de la Société susvisés sont libres à la condition que le(s) Cessionnaire(s) des Titres ainsi Transférés, s'il(s) n'est (ne sont) pas déjà partie, adhère(nt), concomitamment audit Transfert, au Pacte, selon les modalités stipulées aux termes de celui-ci.

Tout Associé ayant procédé à un Transfert Libre devra le notifier à la Société et aux autres Associés dans les quinze (15) jours de sa réalisation, accompagné de la justification de l'adhésion au Pacte par le Cessionnaire, si celui-ci n'est pas déjà Associé.

11.2 Agrément

Sauf en cas de Transferts Libres et à défaut d'exercice régulier par les Associés de leur Droit de Préemption prévu au titre du Pacte, les Titres de la Société ne peuvent être Transférés, à quelque personne que ce soit qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant dans les conditions **des Décisions Ordinaires** des voix des Associés et aux conditions prévues ci-après.

A cette fin et à défaut d'exercice régulier par les Associés de leur Droit de Préemption prévu au titre du Pacte, le Président devra consulter la collectivité des Associés, selon les modalités décrites ci-après, dans un délai de trente (30) jours calendaires, à compter de l'expiration du délai de trente (30) calendaires jours stipulé à l'ARTICLE 5.2.3 du Pacte pour l'exercice par les Associés de leur Droit de Préemption.

La collectivité des Associés statuera sur la demande d'agrément et la décision n'aura pas à être motivée. Elle s'appliquera à la totalité des Titres de la Société objet du projet de Transfert notifié.

Le Président devra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception la décision de la collectivité des Associés à l'Associé Cédant dans un délai de dix (10) jours à compter de cette dernière.

A défaut d'agrément et si l'Associé Cédant ne fait pas connaître à la Société, dans un délai de dix (10) jours à calendaires compter de la notification de la décision de refus d'agrément, qu'il renonce au Transfert des Titres de la Société envisagé, le Président sera tenu de faire racheter les Titres de la Société dont le Transfert était envisagé, soit par un ou plusieurs Associés ou tiers agréés, soit, sans obligation de recueillir le consentement de l'Associé Cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital social, dans un délai de (90) quatre-vingt-dix jours calendaires à compter de la notification à l'Associé Cédant de la décision de refus d'agrément. Dans cette hypothèse, les Titres de la Société seront Transférés au prix mentionné dans la Notification du Projet de Transfert.

Si le Président entend faire procéder au rachat des actions par les Associés, il informe chacun d'eux, dans un délai (30) trente jours calendaires à compter de la décision de refus d'agrément, du projet de Transfert. Tout Associé désirant exercer son droit de rachat devra le notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la Société dans un délai maximal de vingt (20) jours calendaires à compter de l'information communiquée par le Président sur le projet de Transfert en précisant le nombre de Titres de la Société qu'il entend acquérir.

En cas de pluralité de candidatures d'Associés, les Titres de la Société seront répartis entre les candidats, dans la limite de leur demande individuelle, au prorata de leur détention respective de Titres de la Société au jour de la notification à la Société de la demande d'agrément, les rompus étant affectés au plus fort reste.

Si, à l'expiration du délai de (90) quatre-vingt-dix jours calendaires à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat de la totalité des Titres de la Société sur lesquels portait la Notification du Projet de Transfert n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné et l'Associé Cédant peut procéder au Transfert des Titres de la Société dans les termes de la Notification du Projet de Transfert.

Dans le cas où l'un des éléments mentionnés de la Notification Initiale serait modifié, une nouvelle procédure de notification devrait avoir lieu.

ARTICLE 12 - PRÉSIDENCE

12.1 Désignation

La Société est dirigée et administrée par un Président, personne physique ou personne morale.

Le Président peut être choisi parmi ou en dehors des associés.

En cas de nomination d'une personne morale en qualité de Président, les dirigeants de cette personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils représentent.

12.2 Nomination - Durée des Fonctions - Rémunération

Nomination

L'assemblée générale nomme le Président, personne physique ou personne morale, de la Société.

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf, si lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

L'assemblée générale peut révoquer à tout moment le Président qu'elle a désigné et ce sans motif.

Si la personne morale Président révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier sans délai à la société, par tout moyen à sa convenance, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant.

Rémunération

Le Président ne percevra aucune rémunération au titre de ses fonctions.

Il pourra en revanche obtenir sur justificatif remboursement des dépenses effectuées dans le cadre de son mandat dans l'intérêt de la Société.

12.3 Pouvoirs du Président

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société. Il dirige, gère, et administre la Société. Il détermine l'orientation de la Société.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux associés et de toute éventuelle limitation de pouvoirs prévue dans son acte de nomination, dans toute décision ultérieure de la collectivité des associés ou de l'associé unique ou dans toute convention extra-statutaire liant les associés.

A titre de mesure d'ordre interne et sans que ces limitations ne puissent être opposables aux tiers, le Président ne pourra sans l'accord préalable du Comité de Direction, prendre les décisions listées à l'article 14.6 des statuts.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du Président est inopposable aux tiers.

ARTICLE 13 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il pourra être désigné par les Associés un ou plusieurs directeurs généraux ainsi qu'un ou plusieurs directeurs généraux délégués (les "Directeurs Généraux" ou, individuellement, un "Directeur Général"), au sens de l'article L. 227-6 du Code du commerce, qui peuvent être des personnes physiques ou personnes morales, Associées ou non de la Société.

Le ou les Directeurs Généraux ont les mêmes pouvoirs (notamment d'administration, de direction générale et de représentation) que le Président. Il(s) sera(ont) nommé(s) et révoqué(s) et exercera(ont) ses(leurs) fonctions dans les mêmes conditions et limites que celles prévues pour le Président dans les Statuts.

Le ou les Directeurs Généraux sont soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que le Président. A ce titre, à titre de mesure d'ordre interne et sans que ces limitations ne puissent être opposables aux tiers, le ou les Directeurs Généraux ne pourront sans l'accord préalable du Comité de Direction, prendre les décisions listées à l'article 14.6 des statuts.

Le ou les Directeurs Généraux pourront percevoir une rémunération au titre de leurs fonctions, lesquelles seront fixées et modifiées pour chacun d'entre eux par décision de la collectivité des Associés. Outre cette rémunération, ils seront remboursés sur justificatifs des frais raisonnables qu'ils exposeront dans le cadre de leurs fonctions.

ARTICLE 14 - COMITÉ DE DIRECTION

14.1 Fonction

Les Parties instituent, un comité de direction (le « **Comité de Direction** ») qui a pour rôle de déterminer les orientations de l'activité de la Société par la prise de décisions stratégiques selon les modalités qui suivent.

14.2 Composition - Droits de vote

Le Comité de Direction est composé de six (6) membres dont deux (2) membres sont nommés par la SEM EnR Citoyenne qu'ils représentent (ci-après les « **Membres SEM** »), deux (2) membres sont nommés par GEG ENeR qu'ils représentent (ci-après les « **Membres GEG** ») et deux (2) membres sont nommés par la Commune de Thervay qu'ils représentent (ci-après le « **Membre Commune** »).

La durée du mandat de chacun des membres du Comité de Direction est de six (6) ans, néanmoins chaque Associé nomme et peut à tout moment révoquer ou remplacer l'un des membres du Comité de Direction qui le représente par lettre de désignation ou de remplacement adressée à la Société. La Société en informe le cas échéant les autres Associés dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivant réception.

Chaque membre du Comité de Direction désigné par un Associé dispose, d'une voix, peu importe la détention au capital social par l'Associé qu'il représente.

Le Comité de Direction élit son Président.

14.3 Invités au Comité de Direction

En plus des membres de droit détaillées à l'article 14.2, pourront assister au Comité de Direction s'ils n'en sont pas déjà membres :

- (a) Le Président de la Société,
- (b) Le Directeur Général de la Société le cas échéant,
- (c) Au cas par cas, des personnes des équipes opérationnelles de la Société et/ou de ses Associés qui ne seraient pas membres du Comité de Direction.

Etant entendu que les personnes listées aux point (a), (b) et (c) du présent article n'auront pas de voix délibératives et que la présence de ces personnes ne sera pas prise en compte pour le calcul du quorum.

14.4 Rémunération des membres

Les membres du Comité de Direction ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions. Les dépenses raisonnables dans l'exercice de leur mandat sont remboursées par la Société sur présentation de justificatifs dûment établis.

14.5 Modalités des réunions du Comité de Direction

Le Comité de Direction se réunira pour les décisions qui nécessitent son accord préalable, toutes les fois que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par an.

Les réunions du Comité de Direction se tiennent sur convocation écrite du Président ou de l'un des membres du Comité de Direction adressée par courriel avec accusé de réception à tous les membres du Comité de Direction (et au Président lorsque la convocation est effectuée par un membre), dans un délai de cinq (5) jours calendaires sauf urgence et en ce cas sous quarante-huit (48) heures à l'avance, en précisant l'ordre du jour et le lieu de la réunion. En toutes circonstances, le Comité de Direction se réunira au moins une (1) fois par an.

Toutefois, et si la situation d'espèce le nécessite, la réunion du Comité de Direction peut être convoquée sans délai si tous les membres sont présents ou représentés et l'acceptent, et sous réserve d'en informer tous les membres au préalable, même par voie orale. En cas de convocation orale, aucune décision n'est valable si l'ensemble des membres ne sont pas présents ou représentés.

Elle se tient au siège social de la Société ou peut se tenir en tout autre lieu décidé d'un commun accord par les Associés de la Société et effectuées par tous moyens y compris la visioconférence et la conférence téléphonique, permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective.

Chaque membre du Comité de Direction doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès du Président tous les documents qu'il estime utiles.

Les membres du Comité de Direction peuvent se faire représenter par un autre membre ou par toute personne qu'il a désignée.

Les décisions du Comité de Direction peuvent être adoptées dans un acte unanime moyennant la signature d'un acte sous-seing privé par tous les membres du Comité de Direction (le cas échéant, représentés).

14.6 Compétence du Comité de Direction

Les décisions suivantes nécessitent l'accord préalable du Comité de Direction aux conditions de quorum et de majorité prévues respectivement aux articles 14.8 et 14.9 :

- Arrêter les comptes sociaux et le rapport annuel, proposition d'affectation du résultat ;
- Modifier/actualiser le plan d'affaire. Le plan d'affaire sera actualisé au minimum une fois par an ;
- Approuver le budget annuel. Le budget annuel ne pourra être qu'une déclinaison du plan d'affaire ;
- Prendre toute décision représentant un investissement, engagement, coût responsabilité, cession ou désinvestissement d'un montant supérieur à 50.000 € non prévu au plan d'affaire ou au budget ;
- Prendre toute décision relative à la conclusion, la modification ou la résiliation des contrats relatifs à la construction, le développement, l'exploitation et la maintenance du projet, à la gestion administrative technique, à la gestion administrative, juridique, comptable et financière, qui ne serait pas prévus au plan d'affaire ou attribuer les marchés de conception, construction, travaux, maintenance, maîtrise d'œuvre ;
- Acquérir ou céder tout élément d'actif non prévu au plan d'affaire qui excèderait la somme de 50.000 € ;
- Conclure tout emprunt sous forme de contrat de financement, obligation ou toute forme d'endettement y compris crédit -bail ou compte courant d'associé ainsi que toute modification des termes et conditions ;
- Consentir des avances ou des prêts à un tiers ;
- Prendre tout engagement de garantie autre que les garanties usuelles données au titre des contrats conclus dans le cadre normal de l'activité ;
- Prendre toute décision susceptible de conduire à un cas de défaut au titre des financements ;
- Prendre tout décision d'appel de fonds auprès d'un associé y compris par voie de compte courant d'actionnaire ;
- Valider le tarif de vente de l'électricité produite en vue de son achat par appel d'offre CRE, en PPA ou toutes autres solutions permettant de valoriser au mieux l'électricité ou l'énergie produite ;
- Choix du constructeur ;
- Choix des panneaux ;
- Validation du B.E.

14.7 Procès-verbaux

Les décisions adoptées au cours d'une réunion ou d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle doivent être matérialisées dans un procès-verbal, signé par l'ensemble des membres du Comité de Direction présents, ou des personnes représentant les membres du Comité de Direction. La signature par télécopie ou par tout procédé électronique dudit procès-verbal est autorisée.

14.8 Quorum

Aucune décision ne pourra être prise que dans l'hypothèse où au moins un membre désigné par chaque associé est présent.

14.9 Majorité

Les décisions du Comité de Direction ne pourront être prises qu'à la majorité de 75 % des membres présents ou représentés devant comprendre obligatoirement les voix des deux membres de Thervay. Le Président du Comité de Direction n'aura pas de voix prépondérante.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président de la société présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

À cette fin, le président et tout intéressé doivent aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues, dans le délai d'un mois de la conclusion desdites conventions. Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation par le président, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport, l'associé intéressé participant au vote.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Ces dernières sont néanmoins communiquées au commissaire aux comptes par le président et tout intéressé dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président ainsi qu'à son conjoint, ses ascendants et descendants de même qu'à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dans les cas où les dispositions légales ou réglementaires l'imposent ou sur décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique, le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés pour trois (3) ou six (6) exercices et exerçant leur mission conformément à la loi.

Lorsqu'un commissaire aux comptes titulaire ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.

Tout commissaire aux comptes est nommé par la collectivité des associés ou par l'associé unique, selon le cas.

La rémunération des commissaires aux comptes est fixée selon les dispositions légales en vigueur.

Le ou les commissaires suppléants ont pour fonction de remplacer le ou les commissaires titulaires en cas d'empêchement temporaire de ce(s) dernier(s) ; lorsque l'empêchement a cessé, le ou les titulaires reprenne(nt) leurs fonctions à l'issue de la prochaine décision collective relative à l'approbation des comptes sociaux. Le mandat du commissaire aux comptes suppléant prend fin à la date d'expiration du mandat confié au commissaire aux comptes titulaire.

ARTICLE 17 - DÉCISIONS DE LA COLLECTIVITÉ DES ASSOCIÉS

17.1 Décisions de la compétence des Associés

Les Associés (statuant dans les conditions de l'article 17.2 ci-après) sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- (a) augmentation, réduction ou amortissement du capital et émission de toute valeur mobilière ;
- (b) fusions autres que celles visées aux articles L. 236-11 et L. 236-11-1 du Code de commerce et sous réserve des dispositions légales et réglementaires s'appliquant à ces fusions, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- (c) nomination des commissaires aux comptes ;
- (d) approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- (e) paiement de dividendes ou toute autre distribution, à l'exception des acomptes sur dividendes décidés par le Président ;
- (f) transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- (g) modifications des Statuts autres que celles mentionnées à l'article 4 (siège social) ;
- (h) nomination et révocation, renouvellement et remplacement du Président et des Directeurs Généraux, ainsi que les modalités d'exercice y compris la rémunération et la cessation de leurs fonctions dans les conditions des articles 12 et 13 des Statuts ;

- (i) approbation des conventions réglementées ;
- (j) dissolution de la Société ;
- (k) nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;
- (l) prorogation de la durée de la Société.

17.2 Majorité des décisions collectives

17.2.1. Les Associés sont convoqués par le Président, à son initiative ou sur la demande de l'un des Associés et adoptées dans les formes ci-après.

17.2.2. Les Associés délibèrent valablement si sur première convocation, les Associés disposant de 86 % des droits de vote sont présents ou représentés, aucun quorum n'étant requis sur deuxième convocation. Les décisions collectives sont prises en assemblées, par consultation écrite, par téléconférence (ou par tout autre moyen de communication similaire), ou par acte unanime, au choix de l'initiateur de la consultation.

17.2.3 Les décisions collectives suivantes sont prises à l'unanimité des Associés :

- décisions modifiant les statuts,
- prises de participation,
- dissolution,
- transfert de siège social à l'étranger,
- nantissement des actions,
- des décisions prévues par la loi et requérant l'unanimité,
- modification ou adoption d'une clause d'agrément ou d'exclusion,
- toute adoption, modification ou suppression d'une clause statutaire prévoyant une inaliénabilité des actions,
- toute adoption, modification ou suppression d'une clause statutaire imposant des règles en cas de changement de contrôle de la Société.

17.2.4 A l'exception des décisions :

- (i) qui résultent du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte,
- (ii) qui, selon la loi ou les Statuts, doivent être prises impérativement à l'unanimité, notamment les décisions visées aux articles L. 227-13, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce,
- (iii) qui sont prévues à l'article 17.2.3 des statuts.

Toutes les autres décisions sont prises à la majorité absolue, soit plus de 50% des actions de la Société et sont dénommées Décisions Ordinaires.

17.3 Décisions de l'Associé Unique

17.3.1. L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et par les Statuts à la collectivité des Associés.

17.3.2. Les décisions de l'Associé Unique sont prises à l'initiative du Président ou de l'Associé Unique lui-même.

17.3.3. Lorsque la décision de l'Associé Unique est sollicitée par le Président, et sauf renonciation par écrit de l'Associé Unique, une convocation est adressée, par tous moyens, à l'Associé Unique par le Président cinq (5) jours au moins avant la réunion projetée ; cette convocation porte indication des sujets devant être soumis à la décision de l'Associé Unique. En même temps que la convocation, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition de l'Associé Unique.

17.3.4. Un procès-verbal des décisions prises par l'Associé Unique est établi par le Président et signé par l'Associé Unique.

17.4 Assemblée des Associés

17.4.1. Le Président convoque les Associés par lettre simple ou télécopie ou courrier électronique ou par oral au minimum quinze (15) jours à l'avance, sauf renonciation de l'ensemble des Associés, en indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pouvant se réunir sans délai si tous les Associés sont présents ou représentés. En même temps que la convocation, et sauf renonciation par les Associés, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition des Associés.

Tout associé détenant au moins 10 % des droits de vote peut demander au Président de convoquer les associés en assemblée générale.

- 17.4.2. Chacun des Associés peut désigner le représentant de son choix (Associé ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un Associé est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tous moyens écrits.
- 17.4.3. Les assemblées des Associés se réunissent au siège social de la Société ou en tout autre lieu déterminé dans la convocation. Elles peuvent également se tenir par visioconférence, ou par tous moyens de télécommunication, dans les conditions légales et réglementaires. Les assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un Associé spécialement délégué à cet effet par celui-ci. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son président.
- 17.4.4. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence. Cette feuille de présence dûment émargée par les Associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte dans les mêmes conditions que les procès-verbaux et mentionne, le cas échéant, le nom des Associés participant à la séance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.
- 17.4.5. Un procès-verbal des décisions des Associés rédigé en français est établi, daté et signé par le Président dans les meilleurs délais, quel que soit le mode de consultation choisie. Ce procès-verbal doit être également signé par un secrétaire choisi par l'Associé (autre que le Président) représentant le plus grand nombre d'actions. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

17.5 Résolutions écrites

Les décisions peuvent également être adoptées sans réunion en assemblée par consentement écrit des Associés. Le texte des résolutions proposées est adressé, par la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés, à chaque Associé et, pour information et lorsqu'il en a été désigné un, au commissaire aux comptes et à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lettre simple, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception.

Les Associés disposent d'un délai de cinq (5) jours à compter de la réception du texte des résolutions pour signer le texte des résolutions qu'ils approuvent et le renvoyer au Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lettre simple ou télécopie. Tout Associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai mentionné ci-dessus sera considéré comme ayant refusé la ou les résolutions concernées.

La date de la dernière résolution écrite reçue permettant d'atteindre la majorité et, le cas échéant, les approbations spécifiques requises pour l'adoption de la résolution, sera considérée comme la date d'adoption de la résolution concernée.

Pendant le délai de réponse, chaque Associé peut exiger toute explication complémentaire de la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés ou du Président de la Société.

Les preuves d'envoi et de réception du texte des résolutions et les copies en retour de ces résolutions dûment signées par les Associés comme indiqué ci-dessus seront conservées au siège social.

17.6 Acte unanime

Toute décision de la compétence des Associés peut également résulter, en l'absence d'assemblée, du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les Associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre officiel des délibérations des Associés.

17.7 Droit d'information des Associés

L'ordre du jour, le texte des résolutions, et les documents nécessaires à l'information des Associés sont communiqués à chacun d'eux ou mis à leur disposition au siège social à l'occasion de toute décision collective.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 décembre 2025**.

ARTICLE 19 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Président établit un rapport spécial qui informe chaque année les associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

Les associés délibérant dans les conditions fixées par les présents statuts, doivent statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 20 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions fixées par les présents statuts peuvent décider de prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital de la Société.

En outre, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 21 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision des associés.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision des associés, des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les associés, statuant sur les comptes de l'exercice clos ont la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions et ce aux conditions fixées par la loi.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

22.1 Dissolution de la Société unipersonnelle

Si l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la Société n'est pas suivie d'une liquidation. La dissolution de la Société entraîne la transmission universelle de patrimoine de la Société à l'associé unique et il n'y a pas lieu de procéder à la liquidation de celle-ci, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil.

Cependant les créanciers sociaux peuvent faire opposition à la dissolution dans les trente jours de la publication de celle-ci.

AR-Préfecture du Doubs

Acte certifié exécutoire

025-252508288-20250403-8-DE

Réception par le Préfet : 03-04-2025

Publication le : 03-04-2025

22.2 Dissolution de la Société pluripersonnelle

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux, quelle que soit leur catégorie.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

ARTICLE 23 - CONTESTATIONS

Sans préjudice de toute stipulation de tout pacte extra-statutaire liant l'ensemble des associés, les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal compétent dans les conditions du droit commun.

ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à la dissolution de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution s, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les présentes dispositions transitoires ne font pas partie intégrante des présents statuts et pourront ne pas être reproduite dans les statuts après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

NOMINATION DU PREMIER PRÉSIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

SEM EnR Citoyenne

société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 37 500 euros
Siège social : 1, rue Maurice Chevassu - 39000 Lons-le-Saunier
825 240 781 RCS Lons-le-Saunier

La société SEM EnR Citoyenne exercera son mandat avec les pouvoirs tels que définis à l'article 12.3 des présents statuts.

Monsieur [...], [...] de la société SEM EnR Citoyenne, déclare ès-qualité qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à cette dernière d'exercer les fonctions de Président de la Société.

NOMINATION DU PREMIER DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le premier Directeur Général de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

GEG ENeR

SAS au capital de 599 462,25 euros
Siège social : 17, rue de la Frise - 38000 Grenoble
RCS GRENOBLE 378 201 800

GEG ENeR exercera son mandat avec les pouvoirs tels que définis à l'article 13 des présents statuts.

Monsieur [...], [fonction à compléter] de GEG ENeR, déclare ès-qualité qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à cette dernière d'exercer les fonctions de Directeur Général de la Société.

NOMINATION DES PREMIERS MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

Les premiers membres du Comité de Direction désignés à la Date du Pacte sont :

- (e) Monsieur/Madame [●] et Monsieur Jean-Daniel MAIRE en tant que membres désignés par la SEM EnR Citoyenne,
- (f) Madame Christine GOCHARD et Monsieur Nicolas FLECHON en tant que membres désignés par GEG ENeR, et
- (g) Monsieur Stéphane ECARNOT et Monsieur Paul DESPRAZ en tant que membre désigné par la commune de Thervay.

Le premier Président du Comité de Direction est [●].

Les membres du Comité de Direction exerceront leur mandat avec les pouvoirs tels que définis à l'article 14 des présents statuts.

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La Société à annexer aux présents statuts l'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société.

La signature des statuts emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le Président de la Société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux notamment les engagements suivants :

- Ouvrir au nom de la société, tout compte indivis entre les associés, destiné à enregistrer les opérations de cette dernière jusqu'à ce qu'intervienne son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,
- Faire fonctionner ledit compte notamment : souscrire, accepter, endosser, acquitter, négocier tous billets, chèques, lettres de change, présenter et signer tous bordereaux, signer tous ordres de paiement et de virement, se faire délivrer tous carnets de chèque,
- Ouvrir tout compte bancaire.

Ces actes et engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Fait à [Ville]

Le _____

La Société **SEM EnR Citoyenne**

Monsieur/Madame [...]

La société **GEG ENeR**

Monsieur/Madame [...]

La commune de **THERVAY**

Monsieur/Madame [...]